

Jérusalem, point focal de la colonisation et de la résistance

15 janvier 2018



Lieu saint pour les trois religions monothéistes, Jérusalem a, au fil des siècles, attiré bien des convoitises. Quand en 1947 l'ONU a voté le plan de partage de la Palestine, la spécificité de Jérusalem lui a octroyé un statut spécial, "international".

Pour les Palestiniens, dépossédés d'une large partie de leur terre, Jérusalem, haut lieu du christianisme et troisième lieu saint de l'islam, restait le coeur de leur identité, de leur patrie.

Pour l'occupant israélien de la Palestine, elle agissait comme un aimant jusqu'à son occupation en 1967, jamais reconnue par la communauté internationale. Puis en 1980, les dirigeants israéliens, se riant du droit international, déclarèrent la ville capitale de leur Etat, sur la base de revendications prétendument bibliques.

Jérusalem-Est, peuplée de Palestiniens autochtones, est aujourd'hui soumise à une occupation virulente. La dé-palestinisation de la ville est en marche, à coup de démolitions de maisons, de refus de permis de construire, d'évictions violentes et de colonisation exacerbée. 230 000 colons israéliens sont installés illégalement dans Jérusalem-Est - 41 % de la population - tandis que 24 000 habitations palestiniennes sont à ce jour menacées de destruction et que les permis de résidence des Palestiniens sont drastiquement limités.

De nombreux rapports des chefs de mission de l'UE témoignent de cette politique

coloniale brutale qui contrevient aux résolutions des Nations unies et au droit international. Dans la dernière édition de ce rapport, les chefs de mission dénoncent “l’usage excessif de la force”, la “répression constante sur l’organisation d’une vie politique palestinienne à Jérusalem-Est” ou encore la “politique de « déportation silencieuse »” des Palestiniens par les autorités israéliennes, et reconnaissent une “mobilisation sans précédent des Palestiniens”, caractérisée par “l’unité, la non-violence et un fort sens de la solidarité ” notamment après la crise suscitée par l’installation de portiques électroniques à l’entrée de l’esplanade des Mosquées.

C’est dans ce contexte qu’en décembre 2017, Donald Trump, poussé par les néoconservateurs et évangélistes étatsuniens, affirmait que Jérusalem est la capitale d’Israël. A la satisfaction du gouvernement israélien d’extrême droite fait écho la résistance palestinienne. Les manifestations et grèves se multiplient, violemment réprimées.

Les réactions internationales, lors d’un vote à l’Assemblée générale de l’ONU, sont massivement hostiles à cette déclaration mais, d’autres paramètres régionaux interférant, les pays arabes ne se mobilisent pas à la mesure de l’enjeu, notamment la Jordanie, “gardien des lieux saints ”. Quant à la France, qui possède quatre “domaines” à Jérusalem, elle se doit de protester.

Jérusalem, c’est la ligne rouge. D. Trump n’a aucune légitimité pour la franchir, et si cette déclaration illégitime est un feu vert au gouvernement de B. Netanyahu, elle ne crée en rien une réalité. La France doit le rappeler et imposer le droit.

C’est ce que nous avons demandé à plusieurs reprises au gouvernement français dont nous attendons maintenant des actions fortes //

Claude Léostic,
présidente de la Plateforme des ONG françaises pour la Palestine

• Emplacement : [Vous êtes ici : Accueil > Qui sommes-nous ? > Le mot du Président >](#)

• Adresse de cet article :
<https://stopcolonies.fr/jerusalem-point-focal-de-la-colonisation-et-de-la-resistance>